



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 9 MARS 2022

MONUSCO

UKRAINE-MONUSCO

Les Nations Unies ont reçu une notification officielle de la décision du gouvernement ukrainien de retirer son contingent militaire, y compris le personnel, les hélicoptères et l'équipement de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO). Le contingent comprend environ 250 soldats.

Nous prenons acte de cette décision et remercions l'Ukraine pour sa solide contribution à la MONUSCO et aux autres opérations de paix. L'impact de ce retrait est en cours d'examen.

SUD-KIVU

Au Sud-Kivu, la MONUSCO continue à contribuer de manière déterminée à freiner le cycle des violences et son cortège de victimes civiles dans les Hauts-Plateaux, aux côtés des FARDC. Les bases de la MONUSCO à Mikenge, Bijombo, Kahololo et Bibokoboko sécurisent plus de 55.000 personnes, directement et indirectement, et leur permettent de vivre au quotidien et vaquer à leurs occupations champêtres, même si les rayons de mouvements sont encore limités compte tenu de la présence de groupes armés dans les périmètres des sites de déplacés.

Les efforts se poursuivent en soutien et en coordination avec les autorités pour faciliter et appuyer les initiatives de dialogue entre leaders communautaires. Le Chef de Bureau de la MONUSCO pour le Sud-Kivu, Karna Soro, vient de faire une tournée dans la zone, y compris dans les zones affectées par la présence des groupes armés étrangers, où l'équipe a pu s'entretenir avec les populations et les autorités locales. Une initiative d'ampleur est en cours, en appui au Mwami des Bafuliru, en vue de pacifier la zone par le dialogue. Malheureusement, les extrémistes demeurent très actifs, dans la zone comme sur les réseaux sociaux. Là aussi, un travail est aussi en cours avec les autorités judiciaires.

Sur les trois dernières années, plus de 500 armes ont été collectées au Sud-Kivu dont la moitié dans les Hauts-Plateaux. Plusieurs initiatives de réinsertion sont effectives. Dernièrement, la laiterie de Bwegera, un projet CVR (réduction de la violence communautaire) qui emploie plus de 60 jeunes hommes et femmes, ex-combattants et jeunes des communautés à risque, a été lancée.

En outre, le Gouverneur du Sud-Kivu et le coordonnateur du Programme de démobilisation, désarmement, réinsertion communautaire et social (*PDDRCS*) doivent lancer deux projets majeurs aujourd'hui, mercredi 9 mars, à Kiliba. Il s'agit d'une savonnerie et d'une ferme rizicole. Les projets CVRs ont aussi permis de construire

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

sept centres de formation professionnelle, notamment un à Baraka déjà achevé et un autre à Lemera, dans la plaine de la Ruzizi, en construction.

NORD-KIVU

Du 7 au 9 mars courant la section des Affaires civiles en collaboration avec les partenaires étatiques et locaux organise une série de Forum des quartiers sur la paix et la sécurité dans les quartiers Kyeshero, Mikeno et Mapendo en ville de Goma. Du 10 au 12 mars, ces activités cibleront les quartiers Katindo, Himbi et Les Volcans.

Il s'agit d'appuyer la gouvernance participative de la sécurité dans les quartiers précités en contribuant aux efforts des autorités locales et des 18 chefs des quartiers à adopter une approche participative dans la gestion des questions sécuritaires. Ces ateliers réuniront différentes couches de la population, dont les leaders communautaires, agents administratifs au niveau de quartiers, les organisations des jeunes et des femmes qui identifieront et analyseront les problèmes de la sécurité locale pour proposer des pistes de solution afin d'enrichir le plan local de sécurité de la ville de Goma.

Dans cette même dynamique, la section des Affaires civiles en collaboration avec l'organisation de jeunesse *Uburu Knowledge Centre* (UKC) et le chef de la Division provinciale de la jeunesse ont animé vendredi dernier un forum de dialogue entre la jeunesse et les autorités locales, y compris les forces de sécurité, sur la bonne gouvernance et la non-violence active au Centre Masisi. Ce forum a réuni un total de 85 personnes, dont 27 femmes.

Le samedi 5 mars, une mission conjointe de différentes sections de la MONUSCO s'est rendue à Pinga (située à 50 km au nord-ouest de Kitshanga) dans le territoire de Walikale, pour remettre un projet sur la construction et la réhabilitation des marchés de Nkassa et Bushi. Ce projet a été exécuté par le groupe culturel « KIFPUMU ».

En outre, la Section d'appui à la justice et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont lancé il y a quelques jours les travaux de construction du Tribunal de paix de Nyiragongo à Munigi, dans le territoire de Nyiragongo relevant de la Chefferie de de Bukumu. D'un coût global de 100.000 USD, ce projet de construction et d'équipement du palais de justice et des bureaux des juges prévu dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Conjoint des Nations Unies d'Appui à la Réforme de la Justice (PNUARJ) en RDC, vise à favoriser l'accès à la justice à la population du territoire de Nyiragongo. Pour rappel, la MONUSCO a construit le Parquet près le Tribunal de paix de Nyiragongo, officiellement remis aux autorités provinciales le 22 mai 2019.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

POLICE DES NATIONS UNIES

120 agents de la Police nationale congolaise PNC viennent de bénéficier d'une formation organisée par la Police des Nations Unies (UNPOL) en collaboration avec le collectif des associations des femmes pour le Développement, CAFED.

Durant 2 jours, Ils ont appris les notions sur la doctrine de la police et la sécurité de proximité. Cet atelier leur a permis d'analyser la situation sécuritaire de la ville de Goma mais aussi à comprendre le rôle de chacun dans la recherche de la paix tout en maîtrisant les concepts des conseils locaux de sécurité et la participation des policiers au rétablissement de la paix dans un contexte d'une sécurité de proximité ainsi que la restauration du partenariat actif et permanent entre la police, les autorités locales, et la population de Goma.

EMBARGO

A la suite de certains articles de presse concernant l'embargo sur les armes qui s'applique en RDC, la MONUSCO souhaite faire la clarification suivante :

Les autorités de la RDC peuvent s'approvisionner librement en matériel de guerre : l'idée selon laquelle l'embargo du Conseil de Sécurité des Nations Unies empêche les autorités de la RDC de se doter en matériels pour appuyer l'effort de guerre dans les provinces de l'Est du pays est erronée.

Le régime d'embargo qui prévaut actuellement interdit, de manière évidente, toute forme d'appui aux groupes armés sévissant sur le territoire de la RDC, mais autorise les autorités du pays à faire l'acquisition de tout matériel nécessaire pour le maintien de l'ordre et la sécurisation des populations et ce sans aucune restriction. Seul le pays exportateur est tenu de notifier le Comité de Sanctions établi par le Conseil de sécurité d'une livraison aux autorités, sans nécessité de recevoir son approbation. Ces notifications permettent de s'assurer que des matériels de guerre acheminés vers la RDC seront bien remis au seul destinataire autorisé, à savoir le Gouvernement de la RDC, et non pas à une milice ou une force déstabilisatrice.

L'objectif de l'embargo n'est donc certainement pas de priver d'accès les autorités du pays aux matériels nécessaires au rétablissement de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire et au retour de la paix. L'embargo est au contraire bien une mesure qui vise à protéger les autorités congolaises, avec une interdiction formelle de tout soutien aux groupes armés.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

SITUATION MILITAIRE

(Par le Lieutenant-colonel Andrew Silvano MTALI, Chef du bureau d'information publique militaire de la MONUSCO)

La Force de la MONUSCO a persévéré en menant des opérations dans toute sa zone de responsabilité en répondant vigoureusement aux incursions de divers groupes et de milices qui ont récemment augmenté dans divers endroits. La Force a pu mener de nombreuses activités opérationnelles, notamment des patrouilles de jour et de nuit, des patrouilles conjointes, des escortes et des reconnaissances aériennes. En outre, la Force de la MONUSCO assiste également de manière constante les forces de sécurité de la RDC avec un soutien logistique, du renseignement, des conseils opérationnels, un soutien médical, l'évacuation des blessés et la formation dans le but de renforcer les relations avec les FARDC dans la protection des civils.

Les actions de la Force sont toujours axées sur l'application et le soutien du mandat de la MONUSCO ; la protection des civils, le soutien aux institutions de la RDC et la prévention de toute menace contre la population civile.

La Force de la MONUSCO dans tous les secteurs a continué de manière dynamique à maintenir une action rapide et vigilante, en lançant des forces de réaction rapide agiles dans des zones ciblées et vulnérables pour dissuader les groupes armés tout en protégeant la population en général. Aussi, les forces de la MONUSCO soutiennent-elles les FARDC dans un certain nombre d'opérations destinées à prévenir les incursions ennemies, à éviter les crimes, à contrôler la zone de responsabilité et à anticiper toute situation en matière de protection des civils. La présence constante de la Force dans les principaux points chauds a assuré la sécurité dans ces zones, garantissant la liberté de mouvement.

La situation sécuritaire du secteur Nord demeure préoccupante dans la mesure où divers groupes (CODECO, ZAIRE et FPIC) lancent actuellement des attaques contre des camps de personnes déplacées. La Force dans ce secteur a intensifié ses activités opérationnelles pour atténuer et contrecarrer toute menace potentielle, en particulier les camps de personnes déplacées. Ces missions ont été réalisées au moyen de patrouilles régulières dans certaines zones spécifiques, parfois conjointement avec les FARDC pour enrayer toutes vellétés des groupes armés. Les attaques contre des camps de déplacés et des forces de sécurité par la milice CODECO ont constitué une préoccupation majeure en matière de protection des civils dans le territoire de Djugu. Le Secteur Nord a lancé une série d'opérations et continue d'envisager de futures opérations contre les groupes armés sur le territoire.

Le 22 mars à Beni, trois jeunes cadres présumés des ADF âgés de 15 à 17 ans avec leurs fusils ont été appréhendés par les FARDC à Kamango. Les Casques bleus à Kamango sont en alerte et contrôlent la zone car il est possible que la milice ADF veuille se venger en réponse à l'arrestation de leurs. Au cours de la semaine dernière, les attaques des ADF se sont concentrées dans les régions du sud-est de Kamango, en particulier, Nobili, Musu et Kikura, ce qui indique que les ADF continuent de coordonner les attaques contre les civils.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

EQUIPE DE PAYS

JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Message du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres :

« En cette Journée internationale des femmes, nous honorons les femmes et les filles du monde entier.

Nous rendons hommage à leur rôle dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, à leurs idées, leurs innovations et leur activisme, qui rendent notre monde meilleur, et à leur leadership sur tous les fronts.

Mais nous savons aussi que dans trop de domaines, les femmes voient leurs droits régresser.

Les femmes et les filles ont été éloignées des écoles et des lieux de travail par la pandémie.

Elles souffrent de la montée de la pauvreté et de la violence.

Elles assument la plus grande part du travail de soin dans le monde, un travail non rémunéré et pourtant essentiel.

Elles subissent violences et sévices, uniquement en raison de leur genre.

Partout, les femmes sont honteusement sous-représentées dans les sphères du pouvoir et les conseils d'administration.

Le thème de cette année nous rappelle aussi qu'elles sont les premières à subir les effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.

Que cette Journée internationale des femmes marque un tournant : il est temps de faire avancer les choses pour toutes les femmes et toutes les filles.

En garantissant à chacune une éducation de qualité, qui lui permette de mener la vie qu'elle veut et de contribuer à un monde meilleur.

En investissant massivement dans l'accès des femmes à la formation et au travail décent.

En prenant des mesures radicales pour éliminer la violence fondée sur le genre.

En lançant des initiatives audacieuses pour protéger notre planète.

En garantissant un accès universel aux soins, pleinement intégré aux systèmes de protection sociale.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

En adoptant des mesures ciblées, comme des quotas de genre, afin que nous puissions toutes et tous bénéficier des idées, de l'expérience et du leadership des femmes partout où les décisions sont prises.

L'inégalité de genre est par essence une question de pouvoir, car notre monde et notre culture sont dominés par les hommes. Il est temps d'inverser les rapports de force.

À l'ONU, nous avons atteint la parité dans les équipes dirigeantes du Siège et de nos bureaux du monde entier : cela nous permet de mieux remplir notre mission et de mieux représenter les communautés au service desquelles nous œuvrons.

Nous avons besoin de plus de femmes ministres de l'environnement, chefs d'entreprise, présidentes et premières ministres, qui puissent pousser les pays à s'attaquer réellement à la crise climatique, créer des emplois verts et construire un monde plus juste et plus durable.

L'après-pandémie ne saurait être caractérisé par un recul de l'égalité des genres.

L'heure est venue de faire avancer les droits des femmes.

Mobilisons-nous ! »

Du 10 au 27 mars 2022, le Département des opérations de paix de l'ONU, en collaboration avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'ONU, ONU Femmes et la MONUSCO, et en partenariat avec le festival de photographie phare de la ville de New York, Photoville, lance une exposition photographique à l'Espace Texaf Bilembo à Kinshasa, mettant en lumière le travail des femmes qui militent pour la paix, au travers du regard de femmes photographes, dans le monde et en République démocratique du Congo.

Sous le thème « Quand les femmes prennent la paix en main », cette exposition présente 14 femmes du monde entier, en provenance précisément de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine, du Mali, du Soudan, du Soudan du Sud, du Liban, du Yémen et de la Colombie, qui ont joué un rôle de médiatrice auprès de groupes armés, participé à des pourparlers de paix, proposé des solutions politiques et plaidé en faveur des droits des femmes et de leur participation. Fifi Baka, porte-parole du mouvement "Rien sans les Femmes", photographiée par Ley Uwera, représente la RDC.

Cette exposition qui vient d'entamer sa tournée africaine par la République démocratique du Congo, ira ensuite à Bangui, en République centrafricaine, après avoir été présentée au Siège des Nations Unies, en marge du débat public du Conseil de sécurité consacré à la question des femmes, de la paix et la sécurité en octobre dernier, ainsi qu'à Séoul, en République de Corée, lors de la Conférence ministérielle sur le maintien de la paix en décembre 2021.

Enfin, l'UNICEF a nommé la mannequin franco-congolaise Didi-Stone comme Ambassadrice Nationale en République démocratique du Congo (RDC). Cette nomination faite à l'occasion de la Journée internationale de la femme permettra à Didi-Stone de contribuer à faire évoluer la situation des enfants

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

en RDC et en Afrique, en mettant l'accent sur les problèmes touchant les filles, notamment le mariage des enfants.

« En tant que fille du Congo, je ne peux rester insensible face aux mariages des enfants. Une injustice qui entraîne de graves conséquences sur la vie d'une fille, sur sa communauté et son pays tout entier. Je m'engage aux côtés de l'UNICEF à faire en sorte qu'aucune fille ne soit mariée avant l'âge de 18 ans », a déclaré Didi-Stone.

Une fille d'Afrique de l'Ouest et du Centre est confrontée au risque le plus élevé au monde de mariage d'enfants. En RDC, près d'une femme sur trois a été mariée avant l'âge de 18 ans.

« La lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris le mariage des enfants, est une priorité pour l'UNICEF. Je suis honoré d'accueillir Didi-Stone en tant que toute nouvelle Ambassadrice Nationale, soutenant ainsi notre objectif de donner à chaque fille congolaise la possibilité de se construire un avenir meilleur, » a déclaré Edouard Beigbeder, Représentant de l'UNICEF en RDC.

Pour marquer sa nomination, Didi-Stone assistera à la première américaine de [Vaillante](#), une mini-série de fiction sur le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre. La série raconte le passé douloureux d'une jeune femme dont le destin s'entremêle avec l'avenir incertain d'une jeune fille qui va bientôt se marier, et montre comment les jeunes, en particulier les filles, peuvent faire partie de la solution s'ils ont le pouvoir d'agir. Il montre également le rôle essentiel de l'éducation des filles pour retarder et finalement prévenir le mariage des enfants.

Alors que les tendances en matière de mariage d'enfants se sont améliorées ces dernières années en RDC, la COVID-19 constitue une menace directe pour le progrès, exacerbant les inégalités entre les sexes en matière de protection, de santé et de statut économique. L'UNICEF appelle à une augmentation des investissements dans le système éducatif de la RDC afin que les filles soient au centre des stratégies nationales de développement.

Au fil des ans, Didi-Stone a soutenu des organisations à but non lucratif en RDC, en s'attachant particulièrement à offrir un espace sûr aux enfants orphelins. Elle rejoint Céline Banza, Fally Ipupa et Lokua Kanza comme ambassadeurs nationaux de l'UNICEF en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06